Agrofine

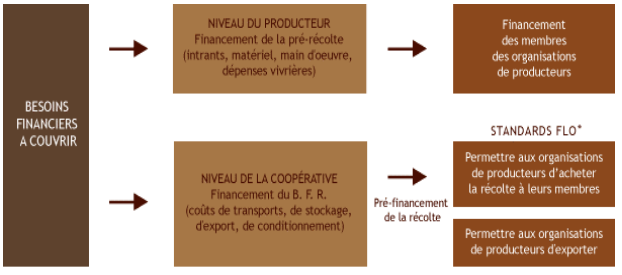
Partenaire financier des acteurs du commerce équitable

Réunion restitution F3E IRAM
19 Juin 08

1. Contexte
1.1 Les limites du financement de l'agriculture

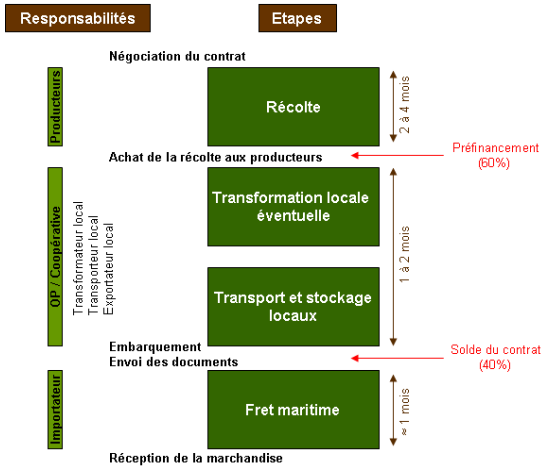
- Le commerce équitable permet à un nombre croissant de producteurs agricoles d'avoir accès aux marchés d'exportation à des conditions de rémunération plus justes. Cependant, **le recours au crédit reste nécessaire pour les producteurs**.

- Les besoins de financement des organisations de producteurs sont importants et diversifiés : financement des activités productives agricoles, financement des infrastructures et des services d'appui, etc. Ces besoins peuvent être schématisés comme suit :



1. Contexte
1.2 Les besoins de préfinancement identifiés (1/2)

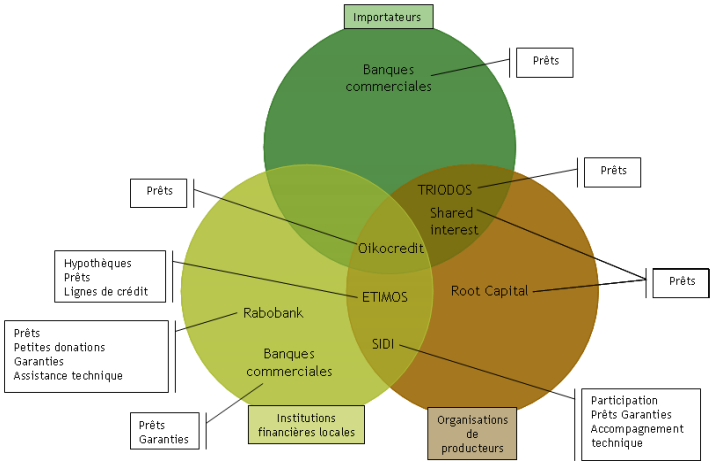
- Pour faire face à ces besoins, les importateurs du commerce équitable peuvent apporter aux coopératives une couverture de leurs besoins de fonds de roulement sous forme de **préfinancement, à hauteur de 60% du contrat.**



1. Contexte
1.2 Les besoins de préfinancement identifiés (2/2)

- A ce jour, le préfinancement, inscrit comme une option dans les standards du commerce équitable, ne satisfait pas complètement les besoins de la filière :
  - Les organisations de producteurs n'y ont encore que très partiellement recours :
    - → *Manque d'information, arrivée des fonds parfois trop tardive, peur de perdre un contrat, etc.*
  - Les importateurs ne poussent pas nécessairement à leur développement :
    - → *Manque de liquidités, risques et formes de garanties insuffisantes, problèmes de gestion au niveau des coopératives, etc.*
- Contexte actuel de hausse du prix des matières premières agricoles :
  - Besoins de préfinancement accrus pour fidéliser les producteurs, concurrencer les exportateurs locaux et assurer l'approvisionnement des chaînes commerce équitable.

1. Contexte
1.3 Les solutions de financement existantes (1/2)



1. Contexte
1.3 Les solutions de financement existantes (2/2)

Aujourd'hui, des sources de financement existent.

Mais :

- Dans le contexte actuel de hausse du prix des matières premières, le besoin en fonds de roulement des importateurs est accentué et non couvert par les banques qui ne maîtrisent pas le risque amont.
- Pour les coopératives, les sources de financement ne permettent de couvrir que 50% des besoins. Les banques commerciales et institutions locales proposent des produits chers et non adaptés aux spécificités du secteur agricole, et exigent des garanties trop importantes.

Problèmes identifiés :

- Coût de l'accès à l'information élevé pour les prêteurs
- Démarches d'accès au financement fastidieuses et répétitives pour les coopératives
- Manque de communication et de transparence entre les acteurs
- Absence de base de données regroupant des informations fiables et récentes sur les performances financières et opérationnelles des organisations de producteurs